

" Un journal c'est la conscience d'une nation." Albert Camus



www.jda.ci

# Journal d'Abidjan

L'hebdo

N°106 du 21 au 27 juin 2018

**CROISSANCE VERTE**  
UNE FACTURE SALÉE POUR  
LES PME

**PDCI/ RDR**  
DU MIEL AU FUEL

**NUISANCES SONORES**  
ON JOUE LES SOURDS  
À LA SENSIBILISATION

RÉVISION DE LA LISTE ÉLECTORALE

# LA COURSE AUX JEUNES

**GRATUIT**  
NE PEUT ÊTRE VENDU

Engagés dans la campagne de révision de la liste électorale, les différents partis politiques, font la course aux nouveaux majeurs dont la prise en compte peut impacter le jeu démocratique.



## MTN Agriculture Le secret de ma réussite

Recevez des informations agricoles en temps réel sur votre téléphone

Vous êtes un agriculteur ou une coopérative agricole ? Vous souhaitez : connaître les prix du marché, savoir quels sont les meilleurs engrais et additifs pour vos cultures, être prévenu en cas de catastrophes écologiques ou climatiques ? MTN Agriculture est l'outil qu'il vous faut ! Grâce à de précieux conseils et astuces délivrés chaque jour sur votre mobile, votre activité n'aura jamais connu autant de succès. Faites des choix éclairés concernant vos cultures en vous appuyant sur des informations fiables livrées en temps réel et

vous pourrez enfin exploiter à 100% le potentiel de vos terres au fil des saisons, augmenter le rendement de vos cultures, vendre vos produits au meilleur prix. Souscrivez à MTN Agriculture dès maintenant et révolutionnez votre activité pour 249F/mois. Tapez \*230\*116# pour profiter de la rubrique «Agri Conseils» ou \*230\*124# pour la rubrique «Prix du marché».

**Avec MTN Agriculture, la réussite vous tend les bras.**



## ÉDITO

Mêmes causes, mêmes effets

Le décompte des victimes des intempéries, chaque année, ne semble en rien entraîner des changements de comportement. Les mêmes zones sont toujours inondées, les mêmes zones enregistrent des décès, mais rien ne change. Tous dénoncent l'urbanisation anarchique de la ville d'Abidjan, les constructions dans les zones marécageuses et sur les emprises des caniveaux, etc. Ce décor n'est pas prêt de changer. Il est vrai qu'à l'instar de tous les pays, notamment les grandes puissances comme la France et les USA, l'on subit ce genre de drame régulièrement, mais, sous nos cieux, l'impact humain augmente les risques et les dangers. Le bilan fait état de 18 morts, de nombreux dégâts matériels, notamment des véhicules noyés ou emportés, de maisons sous les eaux. C'est hélas trop. Comme les années précédentes, le gouvernement apportera sûrement sa compassion financière à certaines victimes et annoncera des mesures. Il lui faudra pourtant être plus courageux, comme en 2011 et 2012, où plusieurs habitats précaires avaient été démolis et des dispositions prises afin que leurs occupants ne recolonisent plus ces zones. La commune de Cocody, la plus huppée mais aussi la plus sinistrée, ne doit pas être en reste. Les habitants des zones à risque, une dizaine pour cette seule commune, doivent les libérer pour que nous ne comptons plus de morts. Au-delà de cette opération, toute l'administration en charge de l'urbanisme et de la construction doit se remettre en cause et faire face à ses responsabilités. Il n'est pas trop tard pour rattraper les erreurs du passé et aucun sacrifice n'est assez grand pour sauver une vie humaine, surtout quand il s'agit de respecter les règles de construction et d'urbanisme que nous nous sommes nous-mêmes fixées. Il est temps que cela change. Il est temps que les mentalités évoluent afin que les causes d'aujourd'hui soient traitées à fond pour éviter d'autres conséquences fâcheuses demain.

OUAKALTO OUATTARA

### LE CHIFFRE

# 1 400 tonnes

C'est la production de café attendue pour la campagne 2017 / 2018, soit le même tonnage que l'année dernière.

#### ILS ONT DIT...

- « Tant qu'on ne règle pas le déficit en logements, il sera difficile de réguler les prix des loyers », **Siriki Sangaré**, Président du comité d'organisation du Forum international du logement social économique et standing (Filoses 2018).
- « Je vous invite à plus de responsabilité, car les que les initiatives prises par le gouvernement ne peuvent profiter qu'à une jeunesse active, abonnée aux valeurs de la République », **Sidi Touré**, ministre de la Jeunesse, le 19 juin.
- « L'Europe connaît un moment de vérité. Sur les sujets économiques, commerciaux, financiers, de politique étrangère, un choix de civilisation est en discussion. Certains veulent détricoter l'Europe. Nous pensons que nous devons faire avancer l'Europe », **Emmanuel Macron**, Président français, le mardi 19 juin.

#### RENDEZ-VOUS

- Jeudi 21 juin 2018 :**  
Célébration de la fête de la musique 2018 à l'Institut français au Plateau.
- Vendredi 22 juin 2018 :**  
Spectacle « La vie des artistes » par la Compagnie Kawouanh, à l'Institut français au Plateau.
- Vendredi 29 juin 2018 :**  
Ivoire Jazz Night à l'Institut français au Plateau.
- Samedi 30 juin 2018 :**  
Randonnée nature à la forêt du Banco.

#### UN JOUR UNE DATE

**29 JUIN 2007 :** Guillaume Soro, alors Premier ministre, échappe de justesse à une attaque à la roquette contre son avion à Bouaké, dans le centre nord du pays.



Le Professeur **Antoine Hauhouot-Assepo**, élu le 20 juin nouveau Président de l'Académie des Sciences, des Arts et des Cultures d'Afrique et des Diasporas Africaines.



Battue par la Russie (3 - 1) le 19 juin, **l'Égypte** est la première équipe éliminée de la Coupe du monde 2018.

#### LA PHOTO DE LA SEMAINE



La pluie diluvienne qui s'est abattue dans la nuit du lundi 18 au mardi 19 juin sur la ville d'Abidjan a emporté des véhicules sur des dizaines de mètres.

# RÉVISION DE LA LISTE ÉLECTORALE : LES PIÈGES À ÉVITER

Depuis lundi, les centres d'enrôlement sont ouverts sur toute l'étendue du territoire ivoirien pour accueillir les nouveaux majeurs, ceux qui veulent corriger des erreurs figurant sur leur état civil et les parents des inscrits décédés. Plus de 2 millions de personnes sont concernées. Mais répondront-elles favorablement à l'appel de la Commission électorale indépendante ?

RAPHAËL TANO

Nous y voilà ! Après plusieurs mois d'annonces, de préparation et de sensibilisation, le top départ de la révision de la liste électorale a été donné ce lundi par le Président de la Commission électorale indépendante (CEI). Pour Youssouf Bakayoko, l'objectif est simple: actualiser les données des 6 318 311 électeurs qui figurent déjà sur la liste électorale (erreurs dans l'état civil, changement de lieu de vote, etc.) et recenser les nouveaux requérants: nouveaux majeurs (plus de 18 ans) ou même personnes majeures depuis longtemps mais qui ne figuraient pas sur la liste. Prévue jusqu'au 14 au 24 juin 2018, l'opération d'enrôlement aura lieu dans 10 580 centres, répartis sur toute l'étendue du territoire national, partout où il y a eu un bureau de vote en 2016. S'agissant des nouveaux majeurs, il faudra, selon la CEI, se munir de la Carte nationale d'identité (CNI), d'une attestation d'identité délivrée par l'Office national d'identification (ONI) ou d'un certificat de nationalité. Les personnes déjà inscrites sur la liste électorale et dont les mentions personnelles ont changé pourront présenter une carte d'électeur, une carte nationale d'identité, une attestation d'identité ou un certificat de nationalité. On le sait, l'enjeu pour Youssouf Bakayoko c'est la mobilisation autour de cette opération. Et il ne le cache pas. « Je voudrais me permettre d'exhorter à nouveau les partis politiques, les organisations de la société civile et toute la population à

adhérer sans hésitation (...) », a interpellé le lundi 18 juin, le Président de la CEI.

**Faible corps électoral** Le corps électoral ivoirien n'est pas encore assez représentatif. Il est estimé à 24,9%, soit 6 millions d'inscrits pour une population d'environ 26 millions d'habitants alors que nos voisins ghanéen et burkinabé affichent respectivement 57,7% et 30%. Autant le taux de participation à une élection fonde la légitimité des élus, autant l'étendue du corps électoral pose le socle de cette légitimité. Mais pourquoi se retrouve-t-on avec ce taux relativement bas ? « Le corps électoral est faible en Côte d'Ivoire parce que le droit de s'inscrire est restreint », explique Siaka Bamba, observateur électoral, juriste, ex-membre de la CEI. Alors, pour l'observateur, ce sera tout l'intérêt de cette révision de la liste électorale. Il s'agira d'offrir aux Ivoiriens un corps

**Si les jeunes sont à l'écart aujourd'hui, il y a une raison. Nous avons élu des personnes qui nous ont déçus.**

électoral relativement acceptable pour les municipales et les régionales à venir. Hélas, des barrières subsistent toujours, ajoute l'expert. « Une partie des Ivoiriens n'ont pas confiance en la structure en charge des élections. On note également l'absence de souveraineté dans le financement des processus électoraux », ose poser comme diagnostic Siaka Bamba. Ce sera donc pour la CEI l'un des pièges à éviter, en infirmant ce fâcheux



Le court délai pour l'opération d'enrôlement inquiète certains requérants.

constat par une participation massive de la population. Même si elle ne le dit pas clairement, l'institution cible plus de 2 millions d'électeurs potentiels qui ne sont pas encore dans les fichiers. Majoritairement des jeunes. Les partis politiques, à l'exception de groupement politique Ensemble pour la démocratie (EDS), ont battu le rappel des troupes autour de cette opération. Des campagnes de

allé voter en 2016 à cause de cela », explique Aboudramane Fofana, Secrétaire général de l'association des frères d'Abobo. Cette déception, d'après lui, se lit aussi bien chez les plus âgés que chez les plus jeunes, ceux qui sont en âge de voter aujourd'hui. En d'autres termes, les nouveaux majeurs. Le Président de cette association, Choilio Touré alias Bédié, parle de désillusion. « Est-ce que voter aujourd'hui permet

de faire changer les choses ? Les candidats sont cooptés par les partis politiques. Ceux que la population veut voir gouverner sont mis à l'écart et parfois obligés de se retirer. Ceux qui se présentent sous la bannière du PDCI ou du RDR sont le choix des partis et pas celui du peuple », explique-t-il. Poursuivant, il affirme que ce que les partis politiques font, c'est préparer le terrain pour y placer ensuite des gens qui n'ont aucun intérêt vis-à-vis

## Repères

Recensement électoral du 14 au 24 juin.

L'opération d'enrôlement aura lieu dans 10580 centres.

Plus de 2 millions de personnes attendues.

La liste électorale actuelle compte 6 318 311 électeurs soit 24,9% de la population estimée à environ 26 millions d'habitants.

L'affichage de la nouvelle liste provisoire est prévue pour le 16 juillet prochain et la liste définitive pour le 12 septembre.

du social, du développement et de l'emploi de jeunes.

**Découragement** « Je ne crois pas que les choses aient changé. Les gens sont de plus en plus découragés. Il n'y a qu'Allassane Ouattara seul qui travaille », ajoute-t-

de personnes ». Pour lui, seule l'implication de tous pourra permettre d'aboutir à un résultat satisfaisant et crédible. Mais, pour le Vice-président de la CEI Gervais Coulibaly, la liste électorale n'a jamais encore été source de contestations. « Nous avons pris la peine de nous réunir avec nos partenaires, pour faire le bilan des opérations passées. Ils nous ont fait le point des faiblesses qu'ils avaient constatées et nous avons pris cela en compte », explique-t-il. C'est l'une des raisons, ajoute-t-il, qui ont amené la CEI à augmenter le nombre de centres d'enrôlement. Et Gervais Coulibaly n'ignore pas les récriminations de la population. « Que vous soyez content ou fâché, venez vous inscrire sur la liste électorale (...) Ne laissez pas les gens décider pour vous », interpelle le Vice-président de la CEI. Tout en espérant faire le plein de l'enrôlement pendant cette opération, il détaille le reste du processus. « Après l'enrôlement, toutes les informations sont acheminées vers notre site central. Nous allons les intégrer, faire des croisements avec les informations que nous avons dans nos fichiers. Nous ferons aussi le dé-doublage, parce que des gens se sont inscrits deux, voire trois, fois. Nous allons corriger tout ce qui n'est pas juste afin de pouvoir établir la liste électorale provisoire », signale M. Coulibaly. Dès que la liste électorale provisoire sera prête, selon lui, les partis politiques et les candidats seront appelés pour la leur remettre. Ils l'auditeront et feront leurs remarques. Ensuite, place à l'affichage, le 16 juillet prochain. Il y aura par la suite une semaine de recours contentieux pour traiter les réclamations. Puis, d'après Gervais Coulibaly, autour du 12 septembre la liste définitive sera produite et viendront ensuite les cartes d'électeurs. Une date que tous attendent. ■

## 3 QUESTIONS À



**SALIF COULIBALY**

Adjoint au maire d'Attécoubé, cadre du PDCI.

**1** La Commission électorale indépendante vient de lancer la révision de la liste électorale. Quel regard portez-vous sur cette opération ?

C'est une opération nécessaire en vue des élections municipales et régionales qui arrivent. Je crois que les Ivoiriens doivent se l'approprier. Il y a eu assez de communication autour de cela, notamment sur les documents à fournir et les lieux d'enrôlement.

**2** On parle beaucoup d'un faible engouement. Que conseillez-vous à la population ?

Ce que nous conseillons à la population, c'est de se mobiliser autour de cette opération d'enrôlement. Surtout au niveau des nouveaux majeurs, qui sont les plus concernés et les plus nombreux. Il faut se diriger vers les centres d'enrôlement pour s'inscrire afin de pouvoir choisir pendant les élections à venir. Comme l'a signifié le président de la Commission électorale indépendante, il ne faut pas laisser les gens choisir pour vous

**3** Croyez-vous que le nécessaire a été fait pour la réussite de cette opération ?

Tous les partis politiques qui ont un candidat aux élections municipales ou régionales se sont mobilisés autour de cette opération. La sensibilisation a été faite dans de nombreuses localités. Ce qu'il faudra faire maintenant, c'est de faire enrôler beaucoup d'Ivoiriens afin de satisfaire tout le monde. ■

## MIGRATION DES ÉLECTEURS : UNE DONNE QUI FAUSSE LA CARTE ÉLECTORALE

La Côte d'Ivoire pourra-t-elle avoir une carte électorale fiable ? Face aux multiples migrations des électeurs en fonction des enjeux électoraux, la question mérite d'être posée. Impuissants face à ce phénomène, les partis politiques ne peuvent que sensibiliser leurs militants.

OUAKALTO OUATTARA



Pour les élections à venir, plusieurs candidats déclarés se sont mis en mission pour éviter la transhumance électorale.

Le phénomène de la migration devrait en principe être minime et ne concerner que quelques fonctionnaires affectés dans le cadre de leurs fonctions. Mais, à l'exercice du terrain, d'autres enjeux incitent certains électeurs à changer de bureau de vote, notamment pour les élections législatives et municipales. Afin de maximiser leurs chances de gagner ces élections locales, certains candidats n'hésitent

pas à faire déplacer des électeurs d'Abidjan vers leurs circonscriptions.

**Du simple au double** Lors de la présidentielle d'octobre 2015, par exemple, la commune administrative du Plateau, dans le district d'Abidjan, comptait 38 799 électeurs. Ce chiffre est passé à 69 401 pour les législatives de décembre 2016 et, de sources proches de la commission électorale,

ce chiffre devrait être revu à la hausse pour les élections municipales. « Trois grosses pointures sont dans la course. Le maire sortant, Noël Akossi Bendjo, et deux hommes d'affaires, Dramane Ouattara dit OD, adjoint au maire, et Fabrice Sawegnon. L'enjeu est grand et ils mobilisent tous leurs proches afin que ceux-ci viennent se faire enrôler au Plateau ». C'est la seule commune où le nombre d'électeurs dépasse de près

de 10 fois le nombre d'habitants (7 488 selon le dernier recensement, en 2014). Selon une source à la Commission électorale indépendante (CEI), la migration des électeurs évolue entre 10 et 20% d'une zone à une autre et la plupart de migrants quittent Abidjan pour les villes de l'intérieur. « Cela à un coût élevé. Il faut les transporter pour les phases d'enrôlement et les transporter à nouveau à la veille du scrutin, en les logeant » reconnaît un candidat aux élections législatives dernières qui a utilisé cette méthode clientéliste. « Mais elle n'est pas toujours gagnante », prévient-il. « Des électeurs peuvent vous faire faux bond le jour du scrutin en étant absents ou opter pour votre adversaire ». Le Rassemblement des républicains (RDR) avait, dès l'annonce de la révision de la liste électorale, appelé ses partisans à ne pas s'adonner à ce jeu. Si les autres partis ne l'ont pas suivi, ils n'ont pas plus donné leur opinion sur la question, estimant que le plus important était que les non-inscrits puissent se faire enrôler. Mais plusieurs candidats potentiels n'ont pas pour autant lésiné sur les moyens. Outre la sensibilisation, ils ont mis la main à la poche afin de « mobiliser » le maximum d'électeurs dans la circonscription où ils se présentent. ■

### LE DÉBAT

## Le boycott lancé par EDS peut-il influencer le recensement électoral ?



ISMAËL SANGARÉ  
AGENT DE TRANSIT

Bien sûr que ce mot d'ordre aura un impact sur le processus, quoi qu'on dise beaucoup de gens restent encore attachés aux discours qu'on leur tient dans leur parti politique et ceux-là ne verront pas l'intérêt d'aller se faire enrôler pour prendre part à des élections où ils n'ont pas de candidats par exemple. La conscience républicaine n'est pas encore très développée ici c'est pourquoi ce genre de message atteignent toujours une cible. Les opérations d'enrôlement ont démarré et l'engouement n'est pas au rendez-vous, pourtant l'opération ne va durer qu'une semaine. Je reste convaincu que l'appel lancé par ce parti a eu de l'écho chez beaucoup de personnes.



ABOUDRAMANE BAMBA  
COMMERÇANT



Ce mot d'ordre peut être respecté au niveau des partisans de ce mouvement politique mais je pense que son impact sur le processus global sera moindre étant donné que plusieurs autres partis politiques et associations de la société civile sont engagés pour l'enrôlement et mènent des campagnes pour inciter les populations à se faire enrôler. Le mot d'ordre de ce seul parti politique ne peut avoir un impact important sur l'opération. Par contre ce qui pourrait influencer négativement le recensement c'est le manque de communication autour et le délai d'une semaine que je trouve un peu juste pour permettre à tous ceux qui le souhaitent d'aller s'inscrire sur les listes électorales. Il aurait fallu mettre plus de moyens dans la sensibilisation et donner un délai plus long.

UN LEADER  
MONDIAL  
EN EXECUTIVE  
EDUCATION\*

# VOUS AVEZ ATTEINT LE SO ET.

## CONTINUEZ.

\*Classement du Financial Times

## CERTIFICAT EXECUTIVE FINANCE

### Rentrée à ABIDJAN - AVRIL 2018

djebrouni@hec.fr  
Tel. +33 (0)1 39 67 75 16

HEC  
PARIS

execed.hec.edu

## OUATTARA - BÉDIÉ : DU MIEL AU FIEL

Sans grande surprise, le bureau politique du PDCI a décidé d'attendre le retour d'ascenseur de son principal allié, le RDR, avant d'entrer pleinement dans le parti unifié. Signe annonciateur d'une rupture à l'aube du grand rendez-vous de 2020 ?

OUAKALTIO OUATTARA



Alassane Ouattara et Henri Konan Bédié restent encore maîtres du jeu politique au sein du RHDP.

Visages des cadres renfermés, jeunes surchauffés, périmètre barricadé sur au moins 500

ti et la reconquête du pouvoir. Au finish, après près de 6h de débat, le verdict est tombé : « le PDCI entérine l'accord po-

**Face à la pression des bases, il n'est pas à écarter que cette alliance se brise à la veille des élections locales.**

mètres et une salle de bureau politique pleine et parfois secouée par des applaudissements ou des grognements. Jamais le Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) n'avait connu une telle ambiance, avec les divergences de ses cadres sur l'avenir de leur par-

litique signé par son Président Henri Konan Bédié et réclame l'alternance en sa faveur en 2020 ».

**Pressions** Au niveau de la direction du Rassemblement des républicains (RDR), l'on s'attendait à cette décision.

Certains cadres, dont Adama Bictogo, avaient prévenu que « la marche vers le parti unifié pourrait se faire sans le PDCI ou avec certains de ses cadres ». À l'analyse, les deux principaux alliés sont bien décidés à se mettre la pression, selon des observateurs de la scène politique, pour qui Ouattara et Bédié restent tout de même les maîtres du jeu. Les relations décriées entre les deux hommes ne sont pas pour autant au beau fixe, prévient un proche de Bédié. « La méfiance a gagné les rangs et atteint le sommet du RHDP. Face à la pression des bases de chaque parti, il n'est pas à écarter que cette alliance se brise à la veille des élections locales », lance-t-il, estimant que chacun des partis membres de cette alliance doit prendre son destin en main.

**Suspens** Les regards se tournent vers le RDR et le Président Alassane Ouattara. Et la réaction de la jeunesse de ce parti ne s'est pas faite attendre. Elle a réclamé la tête de Bédié, Président actuel du présidium du RHDP. Pendant ce temps, au cabinet de la Présidence, selon des sources proches, on envisage plusieurs scénarios pour les prochains jours, en pesant toutes les conséquences de chacune des décisions qui dessineront l'avenir de l'alliance. Allons-nous assister à un bras de fer RDR - PDCI comme ce fut le cas entre ces deux alliés contre l'UDPCI et l'UPCI ? Rien n'est à écarter et les deux gros poids lourds de l'alliance jouent leur va-tout. ■

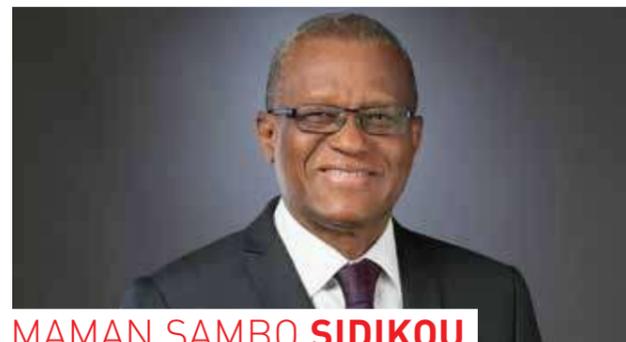
### EN BREF

#### MUNICIPALES ET RÉGIONALES : LE PDCI OUVRE BIENTÔT LE DÉPÔT DES CANDIDATURES

Après son bureau politique du 17 juin, le Parti démocratique de Côte d'Ivoire ouvrira bientôt la phase de réception en interne des dossiers de candidatures pour les élections municipales et régionales à venir. Cela devrait se faire dans la première semaine du mois de juillet selon une source proche du secrétariat exécutif. Cette devra durer au maximum deux semaines et ouvrira ainsi la phase de l'arbitrage entre les différents postulants.

#### NADY BAMBA ACCUEIL JEAN PIERRE BEMBA

En exil en Belgique depuis 2011, la compagne de Laurent Gbagbo, Nadiana Bamba, très fréquente à la prison de Shewingen a été aperçue parmi les personnalités venues accueillir Jean Pierre Bemba qui bénéficie d'une liberté après 10 ans de détention. Très discrète de nature, on la voit paraître sur une photo aux cotés de la mère de Jean Pierre Bemba devant la prison de la Cour pénale internationale (CPI) ■



MAMAN SAMBO SIDIKOU

### Secrétaire permanent du G5 Sahel

#### « Les difficultés majeures sont liées à la diffusion des terroristes au sein des populations »

Propos recueillis par OUAKALTIO Ouattara

**La Côte d'Ivoire ne fait pas partie du G5Sahel. Quel cadre de collaboration peut-il exister entre ce pays et votre organisation?** Tant au point de vue de la réflexion que de l'action. Ce n'est cependant pas l'objet de mes rencontres. Je viens d'abord pour faire œuvre de pédagogie sur l'action conjointe des cinq États - membres du G5 Sahel. Par ailleurs, je viens aussi pour écouter et m'enrichir au contact des responsables de l'une des locomotives de notre région. Abidjan est aussi le port de l'hinterland sahélien. Au point de vue économique, la sécurité des installations portuaires - et leur bon fonctionnement - est un important facteur de prospérité pour des pays comme le Mali et le Burkina Faso. Par ailleurs, grâce au volontarisme du Président Alassane Ouattara et du gouvernement de Côte d'Ivoire, l'ambition retrouvée des institutions de financement régionales (BRVM) et multilatérales (BAD) nous inspire et stimule notre intérêt.

#### Quel bilan faites-vous des deux opérations menées par le G5 Sahel dans la zone des trois frontières Mali - Niger - Burkina Faso ?

Le bilan souligne des progrès qui appellent une plus grande structuration de la Force conjointe du G5 Sahel. Les opérations « Haw Bi » (« Vache noire » en langue songhay, novembre 2017) et « Pagnali » (« Tonnerre » en langue peul, février 2018) ont confirmé la capacité opérationnelle de notre organisation régionale. Il reste cependant beaucoup à faire, différemment.

La coopération prend du temps, celui requis pour que se crée la confiance entre États, entre administration et citoyens, etc. Au terme de ces deux opérations pilotes, les acquis du G5S incluent la maîtrise et le bon fonctionnement du réseau des transmissions militaires, la sécurisation de la zone transfrontalière, la bonne coordination air avec les troupes au sol, une meilleure connaissance du terrain par nos soldats.

Plus aguerris, les contingents nationaux sont plus facilement déployables. Mieux formés et plus disposés à coopérer, les officiers des postes de commandement de Sévaré et de Niamey sont issus des contingents de nos cinq États. Depuis la chute de l'empire Songhay (1591), notre région n'avait jamais connu de coopération interarmées aussi prometteuse.

#### Comment le G5 Sahel compte-t-il se financer si la communauté internationale n'honore pas ses promesses ?

Le G5 Sahel est une organisation mise en place par cinq pays africains décidés à mutualiser leurs moyens pour faire face aux défis

sécuritaires et à œuvrer en commun pour le développement de nos pays. Aussi, tout en comptant sur le soutien de nos partenaires et amis de la communauté internationale, nous mettons tout en œuvre pour faire notre part, car il s'agit d'abord de notre destin. C'est l'occasion de remercier tous ceux qui ont déjà contribué concrètement au financement de la Force conjointe. Je pense particulièrement à la solidarité fraternelle africaine, illustrée par la Côte d'Ivoire, qui a impulsé l'appui de l'UEMOA à notre organisation.

#### Quels sont les difficultés majeures que rencontrent les forces lors de ces opérations ?

Les difficultés majeures rencontrées sont celles liées à la diffusion des terroristes au sein des populations. De plus, il faut noter que notre force en est à ses débuts et que nous sommes encore en train de chercher à réunir les moyens nécessaires pour améliorer son équipement et sa capacité opérationnelle globale.

La première difficulté est celle de l'étendue des zones à surveiller. La seconde tient au coût considérable de ces opérations dans des pays aux ressources modestes. Quant à la troisième, elle tient à la nature asymétrique de la violence utilisée par des acteurs « invisibles ». Il ne suffit en effet pas de désorganiser leurs réseaux d'approvisionnement et de recrutement, il faut également prévoir les effets effroyables d'attaques menées au cœur des villes. Nos forces sont donc une composante d'un édifice plus large, incluant d'autres acteurs de la sécurité et bénéficiant du concours d'une population que nous devons continuer à protéger tout en l'informant des périls auxquels nous sommes exposés.

#### La lutte contre le terrorisme passe aussi par la collaboration avec les populations. Est-ce que l'incident de Boulkeissi, où une dizaine de civils ont été tués, n'est pas dû à la méfiance entre la force et les populations ?

Je regrette les morts survenues lors de l'incident de Boulkeissi. Je présente encore une fois mes sincères condoléances aux familles éplorées. Comme vous le savez, le contexte est particulièrement délicat, mais la lutte que nous menons contre le terrorisme est sans conteste une bataille pour le bien de nos populations. Il faut le rappeler, ces forces négatives sont des semeuses de malheur et leurs actions détruisent nos sociétés et déstabilisent nos États, avec des répercussions très dommageables pour l'ensemble de nos populations. Nous nous évertuons, au niveau du G5 Sahel, à éviter au maximum ce genre de situations malheureuses, en formant notamment nos troupes au respect strict des procédures opérationnelles, des Droits de l'Homme et du Droit International Humanitaire. Enfin, un travail sera progressivement mené en vue de mieux communiquer sur nos actions et de nous rapprocher davantage de nos populations, afin d'obtenir une meilleure compréhension et une plus grande adhésion à ce travail, qui est totalement mené pour leur bien.

#### Comprenez-vous le refus des États Unis de placer le G5 Sahel sous le chapitre VII du mandat des Nations Unies, qui lui permettrait d'être plus autonome et plus efficace dans sa mission ?

La décision des États Unis résulte d'un choix politique. L'administration actuelle reconsidère une partie de son implication au sein des Nations Unies. Ce n'est donc pas uniquement lié au cas du Sahel et de sa force conjointe. J'ai donc bon espoir que des évolutions positives surviendront prochainement sur le plan du renforcement de la collaboration avec l'ONU et les États Unis dans tous les domaines d'action du G5 Sahel. En effet, loin du théâtre de la diplomatie, la contribution des forces armées américaines est parfois remarquable. Au niveau opérationnel, il peut s'agir d'experts dont le domaine de compétences est précieux, y compris pour garantir le fonctionnement des missions d'appui, comme pour les télécommunications ou les travaux publics. ■

## Camp Sangaré On prend les mêmes...

Sans grande surprise, le camp Aboudehmane Sangaré, qui annonce un congrès d'une partie du Front populaire ivoirien (FPI) les 3 et 4 août prochains, a décidé de reconduire à sa tête Laurent Gbagbo et Hubert Oulaye en qualité de Président du comité de contrôle. Des choix opérés à dessein, afin de rester dans la ligne

« Gbagbo ou rien ». Aucune autre candidature n'est envisageable pour ces fidèles tant que leur mentor est vivant. « Nous ne devons pas casser la chaîne de solidarité autour de Hubert Oulaye, qui est sous le coup d'une condamnation, encore moins autour de Gbagbo, notre leader », précise l'un des cadres de cette tendance. La stratégie

actuelle du « tout boycott » ne devrait pas changer mais plutôt se renforcer, selon lui. Outre ces deux figures, le camp Sangaré compte maintenir en place la coordination en exil, conduite par l'ex ministre Emile Guiéroulou, dont le mandat a été renouvelé le 8 juillet 2017 à Accra. Mais, de sources proches de Pascal Affi N'guessan, ce dernier,

comme en 2015, devrait saisir la justice afin d'empêcher la tenue de ce congrès, une semaine après celui qu'il compte organiser fin juillet. Après une période d'accalmie, durant laquelle les missions de bons offices n'ont pas permis de rapprocher les deux camps, l'on s'achemine vers un nouvel épisode politico-judiciaire entre ces deux tendances du FPI. ■

## CROISSANCE VERTE : FACTURE SALÉE POUR LES PME

Le financement de la croissance verte mobilisera plusieurs milliards de nos francs, qui ne sont pas à portée de main. La contribution des institutions financières et bancaires est donc de plus en plus sollicitée par les PME.

CÉLIA D'ALMEIDA



L'accès difficile des PME au crédit bancaire grève leur développement.

Le lundi 19 juin, les patrons des Petites et moyennes entreprises (PME) ont répondu presque tous présents à l'invitation du Centre du commerce international (CCI), de l'Africain garantie fund (AGF) et la de Banque Africaine de Développement, qui organisaient des réflexions sur le financement de l'économie verte. La tâche ne s'annonce pas aisée pour les PME ivoiriennes, et même africaines.

**Lourde enveloppe** Pour Félix Bikpo, Président directeur général de l'AGF, la croissance verte passe par les PME, l'épine dorsale de nos économies, qui génère plus de 60% de nos emplois, en particulier pour les femmes

et les jeunes. « Nous savons qu'une PME qui exporte est une PME plus productive, plus compétitive et qui prodigue de meilleurs salaires », a expliqué le dirigeant. Selon lui, il y a quelques années, les PME africaines avaient, selon les études, besoin de 150 milliards de dollars pour accélérer leur transition écologique. Aujourd'hui, il faudrait le double de ce montant, soit 300 milliards, pour permettre à cette catégorie d'entreprises d'investir dans un environnement fiable et d'acquérir des technologies innovantes. Ce

constat est fait. L'efficacité de la zone douanière de l'UEMOA est loin d'être à 100% de son potentiel et les investissements ne viendront que si les opérateurs économiques peuvent prospérer sur un marché de taille significative. ■

qui implique une nécessaire diversification des sources de financement, donc d'explorer d'autres pistes, au-delà des voies classiques du public et du bancaire. Ce qui apparemment s'avère très difficile. Déjà fragiles et accédant difficilement aux institutions classiques, les PME devront faire preuve d'ingéniosité.

Handicap L'accès au financement est pourtant le principal handicap à la compétitivité des PME.

« La volonté d'investir dans les PME vertes se couple avec le besoin d'innovation et de transfert de technologies, comme en témoigne la déclaration commune d'engagement en faveur de la finance verte signée à Abidjan le 21 juin 2017 », relève M. Bikpo. Il propose à cet effet trois pistes de solutions, l'adaptation de l'ingénierie financière à l'analyse risque des PME, la création d'un écosystème d'appui à la compétitivité de celles-ci et l'approfondissement de l'intégration économique et commerciale régionale et continentale.

**Besoins en financement : 300 milliards de dollars.**

**Les PME génèrent plus de 60% des emplois.**

### EN BREF

#### RIZ : CÔTE D'IVOIRE ET GHANA MAIN DANS LA MAIN

La Côte d'Ivoire et le Ghana ont décidé d'unir leur force pour accroître leur capacité de production de riz. C'est l'objectif principal du projet lancé le 19 juin à Abidjan entre la FIDA et AFRICARICE, deux structures sous régionales qui entendent mettre à contribution les bas-fonds sous exploités des deux pays. Doté d'une enveloppe globale de 1,7 milliards de francs CFA, ce projet qui va s'étendre sur 4 ans vise à capitaliser le potentiel des bas-fonds pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle des petits agriculteurs en Afrique de l'Ouest.

#### LA 2ÈME ÉDITION DU FILOSES LANCÉE

La 2ème édition du Forum international du logement social économique et standing (FILOSES) aura lieu les 25, 26 et 27 juin à Abidjan autour du thème « Relever les défis du logement en Afrique ». Annonçant la tenue de l'évènement mardi à Abidjan, le président de la Chambre nationale des promoteurs et constructeurs agréés de Côte d'Ivoire (Cnpsc-Ci), Siriki Sangaré a précisé que le Forum vise à pérenniser le cadre de rencontres entre les professionnels du secteur de l'immobilier et les gouvernants. ■

MARIE-BRIGITTE KOMONDI

## Chocolat Le marché en pleine mutation

Après plusieurs rapports et nouvelles sur le chocolat, les informations soulignent que la filière chocolat, bien qu'étant dynamique connaît de profonds bouleversements. Selon le dernier rapport de Tecnavio publié le 19 juin, le marché mondial de l'industrie du chocolat connaît un essor variable. De 4,5 millions de tonnes actuellement, il est estimé à 8,51 millions en 2022. La Côte d'Ivoire dans le né-

goce, achète 120 000 tonnes de fèves par an. Chaque mois, 5 000 tonnes sont transformées dans l'usine, où travaillent 1 000 salariés. Cette consommation de chocolat de qualité, devrait d'ailleurs accroître les recettes de l'Etat de Côte d'Ivoire. L'accent devrait donc être mis sur la qualité du chocolat, pour que ce chiffre ne baisse pas avec un chocolat plus vertueux. Pour cela, il faut réduire le

sucré qui représente la moitié de la barre du chocolat. Le consommateur qui veut davantage d'éthique, veut savoir d'où vient le cacao et dans quelles conditions il est produit. Le travail direct de la fève par le chocolatier est une tendance du chocolat artisanal que suit le pas du café dans sa « troisième vague », à savoir le développement d'artisans indépendants qui confectionnent leur propre

chocolat, mettant en valeur une origine unique, travaillant en direct avec le producteur de cacao. Il devrait permettre de créer des emplois à la jeunesse ivoirienne car c'est un produit de niche à haute valeur ajoutée. Rappelons que, habituellement, les chocolatiers achètent des produits transformés du cacao comme la poudre, le beurre, la liqueur auprès d'industrie. ■

## Masha Akré La beauté à la carte

Comme beaucoup d'autres jeunes entrepreneurs qui ont su transformer leur passion en métier, Masha Akré surfe sur l'univers de la beauté féminine depuis quelques années, avec sous les bras une startup, Afrodict, qui offre des services de beauté sur mesure.

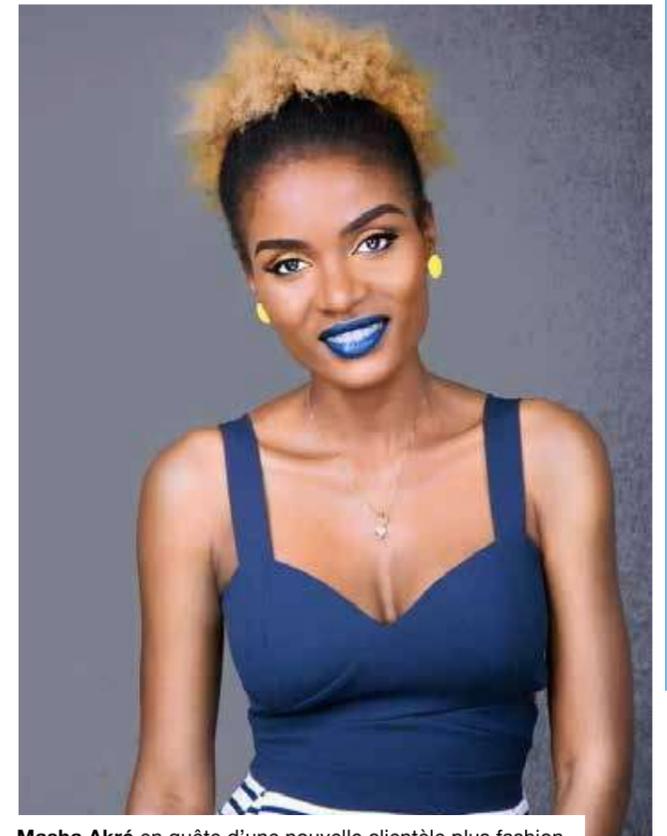
MALICK SANGARÉ

Depuis 2017, Afrodict est la première plateforme numérique en Côte d'Ivoire sur laquelle les friandes de services de beauté peuvent commander les prestations de leur choix chez des professionnels en salon ou même recevoir ceux-ci à domicile pour un traitement plus personnalisé. Toute une palette de coiffures, maquillages et astuces de beauté est mise en ligne sur le site web et l'application mobile d'Afrodict. Ce qui a fortement modifié les habitudes du millier de personnes qui y sont abonnées et y trouvent un moyen flexible et rapide d'accéder à des soins de beauté de qualité.

**Beauté en ligne** La Directrice générale de cette entreprise est une férue de make up. Précurseuse dans ce do-

main, Masha Akré lançait déjà en 2012 « Glamourissime », qui fut l'un des tous premiers bars à maquillage d'Abidjan et dans lequel elle offrait des prestations et animait des ateliers sur la beauté et le maquillage. Une première expérience peu concluante, mais qui ne lui a pas fait perdre l'amour pour ce métier.

Diplômée en droit, Masha Akré est aussi une passionnée d'écriture. Elle tient un blog sur la beauté, qu'elle anime régulièrement, et produit des articles pour des magazines spécialisés. À 28 ans, celle qui se définit comme une « experte en beauté » ambitionne de faire de son entreprise une marque qui compte dans l'industrie de la beauté en Côte d'Ivoire, et même au-delà. Dans ses bureaux à la Riviera Palmeraie, elle



Masha Akré en quête d'une nouvelle clientèle plus fashion.

peaufine au quotidien sa stratégie pour conquérir encore plus de parts de marché, dans un domaine aussi compétitif que celui de l'esthétique. Selon Ma-

sha, « la persévérance est une arme qu'il faut avoir en plus » pour mener à bien toute idée d'entreprise et lui garantir des chances de succès. ■



www.educarriere.ci

REGIE DE COMMUNICATION DIGITALE




BILLBOARD  
970X250

NEW PAGE  
600X250

- ▶ Création graphique
- ▶ Campagne e-mailing
- ▶ Publicité en ligne
- ▶ Article Sponsorisé
- ▶ **Campagnes Multi-supports**
- ▶ Montage Vidéo
- ▶ Communiqué
- ▶ Publi-Reportage
- ▶ Solutions Web et Design

Abidjan Cocody, rue du Lycée Technique, 198 Logements, Immeuble N2, 1er étage, Appt N°887  
Téléphone : +225 22 44 44 48 / E-mail : ci@educarriere.net  
Hotlines & M-payments : 55 14 14 14 - 41 41 14 14

## NUISANCES SONORES : SOURDS À LA SENSIBILISATION ?

Malgré la prise d'un décret, en 2016, sur les nuisances sonores, les mauvaises habitudes n'ont pas encore changé.

RAPHAËL TANOHO



Plusieurs Ivoiriens continuent à être bruyants malgré les interdictions.

Cocody, Allocodrome ; la rue des bars à Angré ; Marcory Mille Maquis, Plateau-Dokui, route du zoo, etc. Jetez une pierre à n'importe quel endroit, elle atterrira sur le toit d'un bar, d'un bistrot mal famé ou d'un maquis en vogue, qui mènent tous la vie dure aux riverains.

**Non-respect** Selon le Dr Yaya Coulibaly, Directeur de cabinet du maire de Yopougon, ses services n'arrêtaient pas de recevoir des plaintes relatives aux nuisances sonores. Comme si cela ne suffisait pas, d'après Jules Yao Yao, Directeur des opérations de la salubrité, il y a aussi les appels des muezzins et les fidèles des églises, à grand renfort de matériel de sonorisation. Les nuisances sonores sont devenues aujourd'hui un véritable problème national.

L'affaire est si sérieuse que la direction des opérations de la salubrité, sous tutelle du ministère de la Salubrité, de l'environnement et du développement durable, a organisé en mars dernier un séminaire pour sensibiliser et informer les leaders communautaires et les opérateurs économiques. Depuis 2016, le gouvernement a pris les devants en adoptant

**Le non respect expose les contrevenants à des mesures de sureté allant jusqu'à l'interdiction de l'activité.**

un décret portant réglementation des émissions de bruits de voisinage, des voisins aux maquis, en passant par les muezzins et églises bruyants. Le décret fait par ailleurs obligation aux professionnels qui émettent du bruit de réaliser une étude de leurs nuisances et prendre des mesures pour

en atténuer les effets. Une cartographie sonore pour établir un programme annuel de mesures. Problème, rien n'a encore bougé à ce niveau. Lorsqu'on parle de « moyenne de valeur d'émission » à un gérant de maquis, il a du mal à comprendre. Celle-ci varie de 3 décibels pour les zones les plus sensibles à 6 décibels pour les zones les moins vulnérables.

**Répression ?** De leur côté, les mairies estiment qu'elles sont prêtes à éradiquer le phénomène, mais attendent l'action du ministère de la Salubrité, où on a sonné la charge : la phase de sensibilisation a assez duré, place à la répression. Mais le problème est que les textes sont assez légers en termes de sanctions. Le non respect expose les contrevenants à des mesures de sûreté qui vont de la confiscation de l'objet ayant servi à commettre le bruit à l'interdiction de l'activité à l'origine de celui-ci. Et, concernant le dernier point, on

essaye toujours de préserver l'emploi. En attendant, tous restent sourds aux messages de sensibilisation. Pour Omer Kamenan conseiller technique au ministère de la Salubrité, les nuisances constituent un facteur aggravant pour certaines pathologies lourdes, comme les cardiopathies. ■

### EN BREF

#### GESTION DU HADJ : DES INFORMATIENS RENFORCENT LEUR COMPÉTENCES

Une quarantaine d'informaticiens des agences privées retenues pour l'organisation du Hadj 2018, 2019 et 2020 ont, le mardi 19 juin à la direction générale des Cultes, à Abidjan, renforcé leurs capacités sur le système de gestion électronique des opérations du pèlerinage à la Mecque. « De votre maîtrise du système de gestion informatique du Hadj imposée par les autorités saoudiennes, dépendra l'obtention rapide des visas », a exhorté le directeur général des Cultes, Messamba Bamba. Le gouvernement ivoirien est engagé dans une dynamique de professionnalisation de l'organisation du Hadj, a affirmé le directeur général des Cultes assurant qu'il s'agit en perspective de céder cette organisation aux opérateurs privés.

#### LE RÉPERTOIRE DES COMPÉTENCES JEUNES 2018 LANCÉ

500 meilleurs profils ont été sélectionnés pour le répertoire des compétences jeunes dont l'édition 2018 a été lancée, le mardi 19 juin à Abidjan, par le ministre de la Promotion de la jeunesse, de l'emploi des jeunes et du service civique, Sidi Tiémoko Touré. Selon lui, c'est pour apporter une réponse à la problématique de l'insertion des jeunes que son ministère, à travers l'Agence emploi des jeunes (AEJ), a initié une opération de mise en place d'une base de données permanentes sur les compétences des jeunes dénommée « Répertoire des compétences jeunes ». Ces profils sélectionnés sur la plateforme de l'AEJ sont issus du territoire national et hors du pays dans 11 domaines de compétence, apprend-t-on. ■

## YÉMEN : LA BATAILLE D'HODEIDA, UN TOURNANT DÉCISIF ?

A la faveur d'une offensive lancée le 13 juin, les forces progouvernementales yéménites, soutenues par une coalition emmenée par l'Arabie saoudite, qui les appuie depuis 2015, tentent de déloger les rebelles d'Hodeida, ville aux mains des insurgés depuis 2014.

BOUBACAR SIDIKI HAIDARA



La reconquête de la ville Hodeida est un enjeu pour les forces pro-gouvernementales.

Au huitième jour de l'assaut terrestre et aérien de la coalition arabe et des forces pro-gouvernementales, Hodeida était cependant toujours contrôlée par les rebelles Houthis. Après plusieurs jours de combats sporadiques, les affrontements ont gagné en intensité mardi, quand les forces progouvernementales ont lancé l'assaut sur l'aéroport. Depuis, ils ont rapidement progressé le long de la côte, même si les rebelles opposent une farouche résistance. L'opération armée s'est accompagnée d'intenses raids aériens de la coalition. Des témoignages font mention de combats d'une violence inouïe. Ville stratégique, Hodeida est le

point d'entrée d'une grande partie des importations et de l'aide humanitaire, offrant aux Houthis de substantielles rentrées d'argent. Mais c'est aussi de là que, selon les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite, les miliciens pro-iraniens récupèrent des armes, dont des missiles, tirés ensuite contre Riyad.

#### Impossible conciliation

L'ONU, qui estime que la guerre au Yémen a provoqué la « pire crise humanitaire au monde », tente des voies de sortie de crise pacifique. Un de ses émissaires, Martin Griffiths, s'est rendu dans la capitale, Sanaa, au tout début de

l'offensive. Se heurtant visiblement à l'intransigeance des belligérants, il a quitté le pays sans faire de déclaration. Le Premier ministre de l'administration rebelle, Abdel Aziz ben Habtour, avait insisté dimanche devant M. Griffiths sur le fait qu'il n'était pas question d'accepter une trêve dans les conditions actuelles. « La paix voulue par le peuple ne se fera pas sur le dos des martyrs. Nous répondrons par l'escalade à toute escalade à Hodeida ou ailleurs », a-t-il prévenu. Les Émirats arabes unis, autre membre important de la coalition, ont exigé lundi un retrait « sans condition » des insurgés de Hodeida pour mettre un terme à l'offensive contre la ville. « La coalition a maintenu ouverte la route reliant Hodeida à Sanaa afin de permettre aux Houthis de se retirer », a précisé le ministre d'État émirati aux Affaires étrangères, Anwar Gargash. Mais les plans rebelles semblent tout autres. Dans ce conflit, qui a fait près de 10 000 morts en plus de trois ans, la bataille de Hodeida est la plus importante depuis une offensive, en 2015, qui avait permis aux forces progouvernementales de reprendre aux rebelles plusieurs régions du sud, dont Aden, deuxième ville du pays, où siège aujourd'hui le gouvernement. ■

### UNE SEMAINE DANS LE MONDE

#### TRUMP VEUT UNE ARMÉE DE L'ESPACE

Donald Trump rêve de conquérir l'espace. « Nous allons avoir une armée de l'air et une force armée de l'espace », a-t-il affirmé. « Nous ne voulons pas que la Chine, la Russie et d'autres pays nous dominent, nous avons toujours dominé ». Le chef d'État-Major des armées des États-Unis, Joseph Dunford, a approuvé les choix du Président, ajoutant « l'espace est un théâtre de guerre, il est donc vital que [l'armée américaine] y conserve sa domination et son avantage compétitif ». La décision reviendra au Congrès, mais Donald Trump a ordonné lundi au département de la Défense de poser les jalons. Au Pentagone, la porte-parole a indiqué que le processus serait long et mis en œuvre par une commission créée récemment. « En conjonction avec le Congrès, ce sera un processus mûrement réfléchi, qui prendra en compte les avis de multiples acteurs ». « Tout changement de cet ordre devra être adopté par le Congrès », a dit réagi l' élu démocrate Adam Smith, membre de la commission Défense de la Chambre des représentants. ■

FATOUmata MAGUIRAGA

### ÉCHOS DES RÉGIONS

#### LUTTE CONTRE LES FISTULES OBSTÉTRICALES : DES RADIOS DE PROXIMITÉS ET CONFESIONNELLES

Le ministère de la Santé et de l'Hygiène publique, a paraphé un contrat avec onze radios de proximité et confessionnelles des localités de Bouaké, Korhogo, Man et Bondoukou, le mardi 19 juin, en vue de leur implication dans la lutte contre les fistules obstétricales qui constituent aujourd'hui un problème de santé publique en Côte d'Ivoire. Seulement que deux radios confessionnelles et une de proximité à forte audience par localité sont concernés par ce contrat. Par cela, ces médias s'engagent à diffuser sur une période de dix mois, à compter de juin 2018, des messages de sensibilisation, en langues locales, portant sur la lutte contre les fistules urogénitales d'origine obstétricale. Chacune de ces radios recevra un montant d'un million de franc CFA pour toute la période de diffusion. ■

### Adama Barrow « La justice prévaudra » en Gambie

Le chef de l'État gambien, Adama Barrow, a « condamné » mardi deux violences policières qui ont fait deux morts, promettant que de tels événements n'auraient plus lieu. Tôt lundi matin, deux jeunes hommes ont été tués par la police dans la localité de Faraba Banta (ouest) lors d'une manifestation contre un site d'extraction de sable de la société Julakay Engineering and Construction Company, qui, selon eux, pollue les rizières bordant le fleuve Gambie. « C'est regrettable, inacceptable et cela ne doit jamais plus se produire », a déclaré sur Twitter Adama Barrow. « La justice prévaudra », a-t-il ajouté. Cinq officiers de police ont été suspendus et placés en détention pour enquête, tandis que six manifestants ont été interpel-

lés. La police affirme qu'un poste, quatre autres bâtiments, deux engins à chenilles et cinq camions ont été incendiés pendant les incidents.

Dans un communiqué, Mohamed Ibn Chambas, représentant pour l'Afrique de l'Ouest du Secrétaire général de l'ONU, a affiché son « inquiétude après la mort de deux défenseurs de l'environnement », saluant « la décision rapide des autorités gambiennes de faire procéder à une enquête approfondie ». M. Chambas a appelé Banjul à « faire le maximum pour que des armes à feu ne soient pas utilisées par les forces de sécurité lors de manifestations civiles ». ■

F.M.

## APRÈS LE RÉAL, ZIZOU MONTE LES ENCHÈRES

Son départ du Réal de Madrid aura surpris toute la planète foot. Libre de tout engagement, Zinedine Zidane ouvre plusieurs options qui font sûrement monter les enchères.

ANTHONY NIAMKE



Après le sacre au Réal, Zidane rêve encore plus grand.

Trois ligues des champions remportées en tant qu'entraîneur du Réal de Madrid et une en tant que joueur du même club en 2002. Un palmarès auquel il faut ajouter plusieurs coupes et trophées glanés toute au long de sa riche carrière de footballeur. Depuis l'annonce de sa démission du club Merengue, le 31 mai dernier, Zidane entretient le flou sur ses ambitions.

**Zizou a la côte** Dans quel club atterrira Zinedine Zidane après son départ du Real Madrid ? Acceptera-t-il d'aller vers un club après avoir coacher l'un des meilleurs ? Le moins que l'on puisse dire c'est que ce ne sont pas les propositions qui lui manquent. Première piste, l'équipe de France. Un faux pas de Didier Deschamps au mondial, synonyme de rupture de son contrat qui court jusqu'en 2020, pourrait

alimenter cette rumeur. Selon un sondage réalisé il y a quelques jours par l'agence de presse française RMC Sport et « Harris Interactive », 52% des français interrogés préféreraient que le prochain poste de Zidane soit celui de sélectionneur des Bleus, contre 32% qui souhaitent le voir s'engager avec un club français et 16% avec un club étranger. Outre les Bleus, la Fédération qatarienne de football souhaiterait elle aussi voir, le technicien français, entraîner son équipe nationale en vue du Mondial 2022 qu'elle organise. Selon le milliardaire égyptien, Naguib Sawiris, auteur de cette information, le Qatar serait prêt à lui offrir 50 millions d'euros par an sur quatre saisons soit 200 millions d'euros. Rappelons qu'en 2010, ZZ avait soutenu la candidature du Qatar pour le Mondial 2022, et avait récolté 11 millions d'euros pour devenir ambassadeur. Les Blues de Chelsea en Premier League, serait également une autre piste pour l'ex entraîneur du Réal de Madrid. Mais pour le moment, aucune prise de contact officielle n'a encore été annoncée entre les deux parties. Lorgne-t-il plutôt la présidence de l'UEFA comme l'annonce les médias français ? Zidane a souhaité, selon des sources bien introduites prendre du recul afin de mieux réfléchir à son avenir. En attendant, ce 23 juin, il soufflera sur sa 46<sup>e</sup> bougie. ■

## Mondial 2019 Les Éléphants basketteurs au Sénégal



Les Éléphants basketteurs ont le dos au mur et n'ont pas droit à l'échec.

Les Éléphants basketteurs se préparent activement pour le deuxième rendez-vous des éliminatoires de la Coupe du Monde 2019, qui se tiendra en Chine. 16 joueurs ont été sélectionnés pour cette deuxième fenêtre de qualification, prévue du 29 juin au 1er juillet prochain à Dakar (Sénégal), parmi lesquels des ténors comme Souleymane Diabaté, Charles Abouo, Eddy Landry ou encore le géant Fréjus Zerbo. Sur le banc des entraîneurs, on note un changement de taille. Le coach américain Anthony Cole-

man, annoncé à la tête de l'encadrement technique des Éléphants, ne viendra pas. Ce sera plutôt l'Italien Paolo Povia, choisi par la Fédération ivoirienne de Basket Ball (FIBB). En trois sorties, la Côte d'Ivoire a enregistré une victoire et deux défaites et occupe la quatrième place de la Poule D, dominée par le Sénégal, suivi du Mozambique et de la Centrafrique. Les Éléphants basketteurs devront donc redoubler d'efforts pour décrocher leur ticket pour le Mondial chinois. ■

ANTHONY NIAMKE

### CARTONS DE LA SEMAINE

La formation du **Racing Club d'Abidjan (RCA)** est sacrée Champion de la Ligue 2 de football de Côte d'Ivoire édition 2017 - 2018. Le week-end dernier, elle s'est imposée en finale face à l'équipe de Limane Yacouba Sylla (LYS) sur le score de 5 buts à 2, au Stade Champroux de Marcory, accédant ainsi à la Ligue 1 la saison prochaine.

L'attaquant de la sélection croate **Nikola Kalinic**, réputé pour son fort caractère, a été renvoyé de l'équipe nationale par son sélectionneur, pour avoir simulé un mal de dos le samedi 16 juin, lors du match contre le Nigeria (2 à 0) pour ne pas entrer en jeu en fin de rencontre. La Croatie terminera donc la compétition avec 22 joueurs.

## 60 ANS DE CARRIÈRE : MANU DIBANGO RECONNAISSANT

Le célèbre saxophoniste camerounais Manu Dibango sera le 29 juin prochain à Abidjan, dans le cadre de la célébration de ses 60 ans de carrière musicale. Une reconnaissance à l'endroit de la Côte d'Ivoire, qui a vu naître ses premières notes.

ANTHONY NIAMKE



Manu Dibango fera revivre son époque aux nostalgiques.

Le Palais des Congrès du Sofitel Abidjan hôtel Ivoire d'Abidjan connaîtra une effervescence particulière le 29 juin prochain, avec l'ouverture des festivités marquant les six décennies de parcours artistique du virtuose du saxophone Emmanuel N'Djoké Dibango, alias Manu Dibango, sur le thème « 60 ans de musique, 60 ans de passion ». La capitale économique ivoirienne donnera le top départ d'une tournée africaine et européenne au cours de laquelle l'artiste se rendra notamment à Douala, Kinshasa, Paris, Bruxelles, New York, etc. Des « noces de diamant »

qui s'annoncent grandioses pour ce grand jazzman camerounais.

**Reconnaissance** Pour le saxophoniste, Abidjan est une terre qu'il ne peut oublier et à laquelle il doit aujourd'hui sa notoriété. En effet, l'artiste a accompli une bonne partie de sa carrière en Côte d'Ivoire, comme premier Directeur de l'Orchestre de la Radiodiffusion télévision ivoirienne (ORTI), nommé en 1976 par le Président de la république Félix Houphouët-Boigny. Après avoir parcouru plusieurs pays avec ses musiciens, très réputés, Manu ira partager sa passion musicale à tra-

vers le monde et connaîtra la gloire. « J'ai passé quatre ans de ma vie ici à monter quelque chose pour moi, pour l'Afrique, un orchestre de qualité », déclarait l'artiste en 2016, lors de son élévation au grade de Commandeur de l'Ordre national par la Grande chancelière Henriette Dagri Diabaté. Manu aura contribué à l'affirmation de plusieurs talents artistiques ivoiriens, dont Ernesto Djédjé, Lougah François, Justin Stanislas et encadré au début de leur carrière musicale Daouda Koné dit Daouda le sentimental, Paul Nemin, Aïcha Koné, Jeanne Agnimel, etc. « Un enfant ne peut pas et ne doit pas oublier ses racines. Quand on a été bien éduqué, malgré toutes les richesses qu'on aurait amassées, il faut toujours revenir à la source. Manu revient à la source exprimer sa gratitude », estime le journaliste congolais Robert de Brazza, qui a travaillé 40 ans à ses côtés. À 85 ans, Manu Dibango place ce concert inédit d'Abidjan sous le signe de la reconnaissance, avec la participation de plusieurs grosses pointures de la musique africaine, notamment Aïcha Koné, Meïway, Manou Gallo, Youssou N'Dour et bien d'autres. Père de la World music et premier Disque d'or d'artiste africain aux États-Unis avec « Soul Makossa », le jazzman, natif de Douala, s'appête donc à faire réécouter ses plus belles mélodies aux Ivoiriens. ■

### INFO PEOPLE

**NAYANKA BELL : LA COUR SUPRÊME SUSPEND LA CONDAMNATION**

Le mercredi 16 mai dernier, la justice ivoirienne condamnait l'une des divas de la musique, en la personne d'Àka Louise de Marillac, plus connue sous le nom d'artiste de Nayanka Bell, à trois ans de prison fermes dans l'affaire du litige foncier l'opposant depuis plusieurs années à des villageois d'Ano, localité située à Agboville. Un mois après, soit le lundi 18 juin 2018, la Cour suprême de Côte d'Ivoire a ordonné la suspension provisoire de sa condamnation. Une décision qui redonnera sûrement le sourire à la chanteuse de 55 ans. Toutefois, les deux parties devront se retrouver en octobre prochain devant le tribunal afin de débattre de l'exécution de la condamnation civile, de 70 millions de francs CFA.



### INFO PEOPLE

**SORO RACHÈTE LES CRAMPONS DE TA LOU POUR 20 MILLIONS**

20 millions de francs CFA, c'est la somme déboursée par le Président de l'Assemblée nationale, Guillaume Soro, à la suite d'une vente aux enchères pour acquérir l'une des paires de chaussures de la sprinteuse ivoirienne, Marie-Josée Ta Lou, avec laquelle elle a participé au Championnat du monde d'athlétisme. C'était le week-end dernier, lors de la quatrième édition du dîner de gala de la Fondation Kalou, au Sofitel Hôtel Ivoire de Cocody. « Ta Lou est une icône du sport en Côte d'Ivoire. Au nom du Chef de l'État et du gouvernement, la République de Côte d'Ivoire décide d'acheter les chaussures de notre championne. De 10, je double la mise à 20 millions pour ces chaussures », a-t-il déclaré.



Journal d'Abidjan  
Thebdo

**Directeur de publication :**  
Ousmane DIALLO

**Directeur Général :**  
Mahamadou CAMARA

**Directrice Déléguée :**  
Aurélien DUPIN

**Rédacteur en chef :**  
Ouakaltio OUATTARA

**Sécrétaire Général :**  
Eric DIOMANDE

**Ont collaboré à ce numéro :**  
Malick S. - Anthony N. - Raphael TANO

**Infographiste :** Boris TIANA

**Service commercial :**  
Ismaël OUATTARA - Gisèle MAYIKANE

**JOURNAL D'ABIDJAN**, édité par JDA SARL, imprimé à Abidjan en 5.000 ex. Dépôt légal : 12871 du 23 Mai 2016 JDA SARL : Cocody, Rue du Lycée Technique, Immeuble N2-Abidjan. Tél : + 225 22 01 99 99 www.jda.ci / contact@jda.ci

**MTN Business**

# Sécurisez votre business

## Faites ré-identifier vos équipes



L'opération d'identification et de ré-identification des abonnés s'achève dans quelques jours !

Vous êtes une entreprise ? Vous êtes Clients MTN Business ? Vous désirez faire identifier votre flotte d'entreprise ?

N'attendez plus ! Faites-vous identifier avant le 31 mars 2018 dans n'importe quel point d'identification, sinon vous risquez de perdre vos numéros.

Pour conserver vos numéros, nous vous prions de contacter votre gestionnaire, un commercial ou de bien vouloir prendre un RDV via le lien [www.identificationentreprise.ci](http://www.identificationentreprise.ci) ; une équipe se déplacera vers vous afin de procéder à votre identification.

Notez bien ! L'identification est gratuite et obligatoire selon le décret 2017 - 193 du 22 mars 2017.

Pour toute information complémentaire, contactez le service client.

*everywhere you go*

Contactez-nous au 21 00 00 00

